



Chères, Chers Collègues,

Je vous souhaite la bienvenue à notre fête du 1^{er} Mai à Remich. C'est déjà la 5^e fois depuis 2017 que nous organisons notre 1^{er} mai en tant que fête familiale ici à Remich. Un grand MERCI au bourgmestre et au conseil échevinal de la commune de Remich mais aussi tout particulièrement aux collaborateurs du service technique. Sans leur engagement et sans le soutien de nos militants, délégués et membres, cet événement n'aurait certainement pas pu avoir lieu. Nous remercions également le chef d'orchestre, Gast Waltzing, qui nous offrira aujourd'hui un concert emblématique avec son orchestre de jazz.

Chères, Chers Collègues,

Cela fait maintenant 3 ans que la pandémie a complètement bouleversé du jour au lendemain notre vie. Notre société, notre monde du travail, notre culture, même ce qui compte le plus pour nous tous, nos contacts sociaux, ont été réduits à un minimum absolu.

Notre pays a surmonté cette crise sanitaire parce que nous avons pris les mesures nécessaires pour protéger la santé des gens. Le gouvernement a mis en place, ensemble avec les employeurs et les syndicats, des moyens considérables comme le chômage partiel et les aides aux entreprises afin d'éviter que la crise sanitaire ne se transforme en crise sociale avec un taux de chômage élevé et beaucoup de misère.

La reprise économique après la crise sanitaire a entraîné une série de problèmes qui par l'invasion russe de l'Ukraine et la réponse du monde civilisé à cet acte barbare a été énormément intensifiée. Soyons clairs : Il n'y a pas d'alternative aux sanctions contre Poutine et ses acolytes.

Tant qu'elle est dirigée par des criminels de guerre, des meurtriers de masse, des violeurs et des trafiquants d'enfants, aucune relation ne sera possible avec la Russie. Les criminels de guerre devraient être emprisonnés à vie. L'Ukraine et sa population ont besoin de l'appui nécessaire à la reconstruction de leur pays, non seulement maintenant mais aussi après la guerre.



La guerre de Poutine n'est pas seulement une agression militaire contre l'Ukraine. Poutine veut subvertir et détruire notre démocratie, notre société ouverte. Et ce, par le fait que le président russe soutient plus ou moins ouvertement des politiques et des partis populistes et extrémistes en Occident.

Mister Trump et les États-Unis, Madame Le Pen et la France, l'AFD et l'Allemagne, et même ici au Luxembourg, il y a des partis qui remettent en question notre développement sociétal. C'est dégoûtant et toutes les organisations démocratiques doivent non seulement le dénoncer, mais le rejeter avec la plus grande fermeté.

Poutine mène également une guerre économique contre l'UE. Il utilise tous les moyens comme instrument de pression et comme arme pour assujettir l'Europe. Ce chantage a de graves conséquences pour l'économie européenne, les emplois et l'existence des salariés.

Ici, au Luxembourg, trois accords tripartites ont été négociés pendant à peine un an. Grâce à l'engagement du LCGB avec les autres syndicats, ces accords ont mis en place un plafonnement des prix de l'énergie pour le gaz et l'électricité, ce qui a fortement freiné l'inflation et évité ainsi des charges substantielles pour les ménages.

Grâce à l'engagement du LCGB, nous avons pu sauvegarder l'index et adapter partiellement le barème fiscal. Ainsi, le pouvoir d'achat des salariés et des pensionnés n'a pas seulement été garanti, mais renforcé.

Grâce à l'engagement du LCGB, l'accord tripartite actuel prévoit également une série d'aides aux entreprises pour mieux protéger les emplois.

Chères, Chers Collègues,



Les revendications et les priorités du LCGB ont trouvé leur pleine expression dans les 3 accords précités. A savoir, la sauvegarde du pouvoir d'achat et des existences des salariés. Face à une situation totalement imprévisible, le LCGB s'est engagé dans cette Tripartite pour donner aux personnes qui y vivent et y travaillent le mieux possible un maximum de sécurité et de prévisibilité.

Les résultats de cette Tripartite doivent ramener à la réalité tous ceux qui ne cessent de remettre en question notre modèle et qui veulent affaiblir l'importance et le rôle des syndicats.

Chères, Chers Collègues,

Toute l'équipe du LCGB a énormément travaillé au cours des trois dernières années et les résultats sont visibles. Nous avons négocié de bons accords tripartites qui soutiennent concrètement les gens et garantissent des emplois. Nous devons tous être conscients que la paix sociale ne va pas de soi, mais qu'elle ne repose que sur le modèle tripartite, sur un dialogue social fonctionnel dans les entreprises et sur l'index.

Chères, Chers Collègues,

Depuis la crise sidérurgique, les différents accords tripartites ont veillé à ce que notre économie et nos emplois, et donc les personnes qui vivent et travaillent au Luxembourg, sortent renforcés de chaque crise. Le gouvernement, le patronat et les syndicats n'ont jamais cédé à la facilité. Souvent, le chemin vers le compromis a été difficile et lourd. Il faut l'engagement de toutes les parties pour parvenir à un accord. Ceci dit, la Tripartite a permis de maintenir la paix sociale au Luxembourg, et ce, d'une manière unique en son genre par rapport à d'autres pays.

Mais, chères, chers collègues, la paix sociale ne vient pas de soi-même, la paix sociale a un prix et c'est notre modèle social. C'est pourquoi tous ceux qui assument des responsabilités dans notre pays doivent en être conscients. Ceux qui remettent en cause l'existence de leurs salariés, ceux qui veulent casser notre conciliation et donc les conventions collectives, ce sont des casseurs de notre modèle social.



Le LCGB s'y oppose, le LCGB revendique des solutions dans l'esprit des personnes qui travaillent dans les entreprises.

L'industrie l'a compris. J'espère que Cargolux le comprendra aussi bientôt. Sinon, il n'y aura pas de paix sociale. Le conflit social sera alors inévitable, avec toutes ses conséquences.

Chères, Chers Collègues,

La pandémie nous a sensibilisé à la dépendance de l'UE à l'égard de pays tels que la Russie et la Chine. En fait, force est de constater que l'UE s'est rendue dépendante. Les masques, médicaments, gaz, puces, ne représentent que quelques exemples d'une politique économique européenne complètement ratée, qui risque de se transformer en désastre. On n'agit plus dans l'intérêt de l'emploi européen. La priorité réside sur le rendement financier, ou autrement, il s'agit de remplir les poches de quelques personnes privilégiées, et ce au détriment de toute la population.

Rendre l'Europe à nouveau plus autonome et indépendante, voilà l'une des conséquences que la crise sanitaire aurait dû entraîner. En reconstruisant la production industrielle de produits stratégiques en Europe. En définissant une politique énergétique commune et cohérente pour la production et la distribution d'électricité. En lançant ensemble l'importation de gaz. En créant des faits accomplis par la définition d'un plan Marshall par la Commission européenne pour la production d'électricité durable et d'hydrogène avec les infrastructures nécessaires. En développant un réseau de recharge électrique dans toute l'Europe afin d'électrifier rapidement et efficacement le trafic automobile.

Chères, Chers Collègues,



Rien de ceci ne s'est passé. Concrètement, se battre héroïquement contre des moulins à vent, au point à faire pâlir d'envie Don Quichotte, cela signifie de débattre sur l'arrêt du moteur à combustion en 2030 ou en 2035 ?

Récemment, le Parlement européen a voté un projet de directive de la Commission concernant la performance énergétique des bâtiments et des maisons. Si cette directive est adoptée, tout le travail d'une vie des citoyens européens sera détruit d'un trait de plume !

Cette Commission européenne est néolibérale et bornée. Ils ne mettent plus l'être humain au centre de leur action. Ils jugent inutile de garantir les emplois européens et de les protéger contre le dumping social et écologique au niveau des importations. La politique économique protectionniste des Etats-Unis, surtout dans les domaines sur lesquels repose notre avenir, et la politique d'expansion agressive de la Chine restent sans réponse. Ainsi, une interprétation perverse du droit européen de la concurrence a livré des centaines d'emplois chez Liberty Steel à un bandit et à ses manigances.

Chères, Chers Collègues,

La Commission Von der Leyen, c'est la faillite de l'avenir de notre Europe. Il est inacceptable de mener une politique qui ruine les emplois européens, qui remet en cause les existences des salariés, qui confond un plan d'investissement pour l'avenir avec des platitudes et qui remplace le volet social, l'extension du socle des droits sociaux fondamentaux, par un spectacle de remue-ménage de la part de la Commission.

Chères, Chers Collègues,

C'est la Commission Juncker qui a lancé le plan d'investissement pour plus d'emplois, qui a réclamé un socle des droits sociaux fondamentaux et qui a défendu les emplois européens contre les idées protectionnistes du président Trump.



Délaisser les postes à responsabilité au sein de l'UE à des politiciens de deuxième ou troisième rang, au lieu de politiciens européens de premier plan dotés des convictions sociales et européennes nécessaires, ça se venge !

Chères, Chers Collègues,

L'Europe est importante. L'avenir de nos enfants et le nôtre, c'est l'Europe. Il n'y a pas d'alternative à l'Europe, mais la politique européenne actuelle du Parlement et de la Commission est inacceptable, car dirigée contre les citoyens européens. L'Europe doit investir dans l'avenir. L'Europe a besoin d'un nouveau modèle économique durable, d'un modèle social fort et d'une plus grande autonomie vis-à-vis des dirigeants, des dictateurs et des concurrents.

L'Europe doit également se pencher sur son histoire récente. Le Parlement européen serait bien avisé d'élucider les scandales de corruption et d'expliquer comment les tendances hégémoniques allemandes ont pu, en 20 ans à peine, livrer quasiment toute l'Union européenne à Poutine en nous rendant complètement dépendants du gaz russe. Même sans le soutien de Poutine, les partis et les politiques populistes et extrémistes se renforcent en Europe. Les belles paroles ne servent à rien contre les extrémistes. Nous avons besoin d'une autre politique à forte orientation sociale. Une politique qui soit dans l'intérêt des emplois européens et de tous les citoyens.

Chères, Chers Collègues,

Même si nous avons pu trouver de bons accords dans le cadre de la Tripartite, nous avons également de nombreux problèmes structurels qui doivent être résolus de toute urgence. Le LCGB revendique depuis des années des réformes et des améliorations dans le domaine de la sécurité sociale. Malheureusement, la réalité est toute une autre. L'approvisionnement en médicaments fait désormais



penser à une économie de pénurie. Les temps d'attente pour un IRM ou dans les urgences sont inacceptables.

Notre Caisse Nationale de Santé s'est, entre-temps, transformée en un État dans l'État. Auto-indulgent et préoccupé par soi-même. Incapable d'aborder la digitalisation. Il faut notamment la détermination du ministre pour que cette structure se conforme aux arrêts des plus hautes juridictions de ce pays.

Le fait que les assurés deviennent le jouet des avis médicaux contradictoires du contrôle médical et de la médecine du travail, que l'existence de personnes soit ainsi mise en jeu et que des personnes gravement malades se voient confrontées à des problèmes existentiels après 78 semaines, n'est dû qu'à un système pervers et complètement cassé.

Chères, Chers Collègues,

Le LCGB demande que l'on fasse enfin le ménage dans notre sécurité sociale. Le LCGB revendique des possibilités de traitement toujours plus nombreuses et plus rapides pour les assurés, en créant des structures efficaces et décentralisées qui déchargent les hôpitaux et le personnel et qui permettent des traitements, des diagnostics et des analyses ambulatoires dans tout le pays.

Après des décennies de mauvaise gestion, la Caisse Nationale de Santé et ses innombrables instances ne pourront très probablement pas être réformées par le Ministère de tutelle. Le LCGB demande donc que la CNS soit complètement restructurée en mettant l'accent sur moins de postes de direction et beaucoup plus de prestations garanties pour les assurés :

- la communication des décisions à l'assuré en temps utile et de manière simple et compréhensible ;
- une stratégie pour une digitalisation simple et rapide de la CNS ;



- un fonctionnement inspiré du secteur privé en ce qui concerne le lean management et une philosophie visant à mettre l'administration au service de l'assuré et à ne pas s'épuiser pour des querelles de compétences ;
- une orientation de notre politique de santé et de sécurité sociale qui, dans tous ses aspects, qu'il s'agisse de la nomenclature, des dossiers ou des prestations, garantit à l'assuré l'accès aux meilleurs et plus modernes traitements que la médecine peut offrir.

3 ans après la pandémie, nos responsables politiques devraient prendre conscience que les temps ont changé et que les problèmes et les pénuries de médicaments ne peuvent être résolus que par une politique proactive.

Chères, Chers Collègues,

On ne peut s'empêcher de penser que dans le secteur de la santé, est le seul terrain de jeu au Luxembourg où l'économie planifiée et d'autres idéologies socialistes peuvent encore être pleinement vécues. Et cela sur le dos des assurés, sur le dos des patients !

Camarades, vous devez enfin vous réveiller de vos rêves gauchistes. L'économie planifiée a déjà échoué dans le socialisme réellement vécu et a contribué à la chute du mur de Berlin il y a 30 ans.

Pour toutes ces raisons, le LCGB a lancé une campagne en début d'année. Pour le LCGB, l'intérêt des assurés doit, à l'avenir, absolument primer dans le domaine de la santé.

Chères, Chers Collègues,

Le logement constitue un autre problème structurel de notre pays. Dans la logique de notre économie de marché, il faut augmenter massivement l'offre pour répondre à la demande et ne pas faire déraiper complètement les prix et les loyers. Cela implique également l'incitation d'investissements pour la



construction de logements. Et l'État doit notamment accompagner cette politique avec des structures comme le Fonds de Logement. Cependant, le Ministre responsable doit comprendre que les accents qui figurent dans les plus récents projets de loi ne vont pas dans ce sens. La politique des taux d'intérêt de la Banque centrale européenne aggrave cette situation, car le crédit immobilier devient de plus en plus cher.

Chères, Chers Collègues,

Tout cela se dirige vers des temps difficiles dans le secteur du logement et de la construction. De moins en moins de crédits sont demandés et accordés et, par conséquent, moins de constructions sont réalisées. Comme on l'a vu récemment, cela se traduit aussi par une hausse importante des loyers. Par ailleurs, l'emploi dans le secteur de la construction et de l'artisanat peut également connaître de gros problèmes. La politique n'a pas seulement raté le train ces dernières années, elle a carrément pris les mauvaises décisions.

Chères, Chers Collègues,

Le rôle des banques doit également être remis en question. Lors de la crise bancaire, ce secteur a dû être soutenu par des moyens financiers considérables. Ces moyens ont été financés par le budget de l'État, donc par nous tous. Aujourd'hui, les taux d'intérêt augmentent de plus en plus, sans tenir compte des pertes. Il n'est plus exclu que de nombreuses personnes et sociétés doivent vendre leur patrimoine. Alors, une fois de plus, les spéculateurs et les profiteurs s'enrichiront énormément avec peu d'argent sur la misère des gens. Si la politique consiste à lutter contre la spéculation dans le domaine du logement, il faut arriver à la conclusion que nous avons aujourd'hui obtenu le résultat inverse.

Le LCGB demande tout simplement que nous créons des logements adorables, surtout pour les jeunes familles.



Chères, Chers Collègues,

Les temps de crise sont loin d'être terminés. La crise sanitaire a été remplacée par les conséquences de l'invasion russe de l'Ukraine. Nous devons tous être alertés par la situation que nous traversons actuellement.

Des éléments structurels tels que les prix de l'énergie en Europe, qui sont actuellement les plus élevés au monde, ainsi que l'évolution des taux d'intérêt, qui ont un effet extrêmement néfaste sur les investissements, s'ajoutent aux problèmes conjoncturels, car les gens sont très inquiets. Et ce, notamment à cause de l'esbroufe dont fait preuve l'actuelle Commission européenne. L'économie et donc l'emploi pourraient être ébranlés par une tempête.

Le LCGB est le seul syndicat qui ne se contente pas d'énumérer parmi ses priorités, la sauvegarde de l'emploi et des existences, mais qui s'y engage pleinement. Lorsque nous avons évoqué cette problématique lors de la dernière Tripartite, on nous a ri au nez en nous traitant de pessimistes.

Chères, Chers Collègues,

Malheureusement, les développements récents nous ont, non seulement donné raison, mais ils ont surpassé nos pires attentes. 160 emplois chez Celanese, 155 chez Husky et 50 chez John Zink sont en jeu.

Le LCGB s'engagera pour tous les emplois et tentera, avec les délégations, de maintenir le plus d'emplois possible sur les différents sites. Le LCGB est conscient que ce ne sont pas moins de 350 salariés et leurs familles qui sont concernés.

Voilà pourquoi le LCGB soutient sans équivoque la sauvegarde des existences de ces familles en faisant valoir toute alternative au chômage, c'est-à-dire la préretraite, la cellule de reclassement, avec le prêt



temporaire de main d'œuvre et la formation, de manière à ce que tous les salariés concernés ne se voient menacés par le chômage, mais puissent maintenir leurs emplois.

Le LCGB souhaiterait étendre au secteur industriel le modèle que nous avons développé dans la sidérurgie et adapté chez Luxair. Je suis très content de voir que le Ministère du Travail, le Ministère de l'Économie et la FEDIL veulent s'engager sur cette voie et que nous avançons bien dans les négociations au sein des différentes entreprises. L'objectif du LCGB est de négocier un accord sectoriel pour l'industrie, un cadre dans lequel les différentes entreprises concernées pourront s'impliquer. Le LCGB n'oublie pas non plus les 170 collègues de Liberty Steel à Dudelange. Eux aussi devront profiter du modèle en cas de coup dur.

Chères, Chers Collègues,

La situation de notre économie, les conséquences de la crise indiquent clairement que nous avons besoin d'une discussion urgente sur notre modèle économique. Il ne suffit pas de gérer la crise ou de présenter en PowerPoint ce à quoi notre économie pourrait ressembler dans 30 ans. La politique de niche est terminée. Nous avons besoin d'une politique économique qui parvienne à créer de nouveaux emplois au Luxembourg.

Chères, Chers Collègues,

Si nous tirons aujourd'hui le bilan de notre travail, de notre engagement et de nos résultats, nous pouvons démontrer avec conviction, clairement et concrètement, ce que nous avons accompli.

Le LCGB a une grande histoire, une histoire plus que centenaire. Le LCGB est devenu un moteur du progrès social et de la protection de nos collègues au sein des entreprises. Le LCGB n'est pas resté immobile, mais s'est continuellement réorganisé et développé. Dans le futur, le LCGB ne veut pas seulement surmonter les crises, mais aussi s'engager pour plus de justice sociale.



C'est ce que représente concrètement notre devise : **Un temps d'avance sur demain !**

Et voilà pourquoi le LCGB demande sans équivoque que les salariés du secteur privé soient mieux protégés contre les risques du chômage et de la maladie.

Le LCGB se porte garant de la sauvegarde des existences des salariés et de leurs familles.

Un temps d'avance sur demain signifie pour le LCGB que les richesses produites par les salariés dans le secteur privé soient redistribuées de manière équitable par :

- la participation aux bénéfices ;
- une politique fiscale en faveur des bas et moyens salaires ;
- le maintien des contrats de travail à durée indéterminée comme contrats de travail réguliers.

Un temps d'avance sur demain signifie pour le LCGB, la protection et l'amélioration de notre pouvoir d'achat par :

- le maintien de l'index et de l'ajustement des pensions ;
- la poursuite de notre politique de négociations collectives ;
- l'introduction de nouvelles conventions collectives, comme nous l'avons fait récemment dans le commerce et la logistique ;
- l'adaptation régulière du salaire minimum.

Chères, Chers Collègues,



Un temps d'avance sur demain, c'est réduire les injustices sociales. Cela signifie également une discussion sur le temps de travail. En temps de crise, il doit être possible de réduire le temps de travail afin de répartir le travail disponible sur un plus grand nombre de personnes. En plus, les gains de productivité liés à la digitalisation doivent également profiter aux salariés. Le LCGB demande des discussions sur de nouveaux modèles de temps de travail, qui répondent aux besoins des salariés et de leurs familles. La délégation du personnel a besoin d'un droit de codécision en ce qui concerne la planification.

Le LCGB a **un temps d'avance sur demain** dans le cadre de la digitalisation. Dans ce contexte, nous avons déjà beaucoup réussi, notamment en ce qui concerne la nouvelle réglementation sur le télétravail qui porte fortement notre empreinte.

Après avoir rappelé des réglementations relatives au droit à la déconnexion, il est impératif de réglementer le travail par l'intermédiaire des plateformes digitales dans l'intérêt des salariés concernés, même s'il reste à craindre que la Commission Von der Leyen ne fasse capoter le prochain dossier.

Un temps d'avance sur demain se traduit aussi par la formation continue qui doit devenir un droit pour tous les salariés et s'adapter à l'ère numérique.

Chères, Chers Collègues,

Un temps d'avance sur demain représente les revendications du LCGB pour plus de justice sociale. Celle-ci est la base de la cohésion sociale dans notre société et consolide la paix sociale et la démocratie au Luxembourg.

Le LCGB est convaincu que la justice sociale et la cohésion sociale ne peuvent pas être garanties, si nous négligeons durablement une partie de notre population :



- si nous risquons une rupture de notre société, parce qu'une partie des gens n'ont pas accès au monde numérique pour des raisons financières ou d'éducation ;
- si nous abandonnons une partie de notre jeunesse dans l'éducation ;
- si nous ne parvenons pas à garantir à chacun, et en particulier aux jeunes, l'accès à un logement décent au Luxembourg ;
- si nous ne parvenons pas à élaborer une politique de rapprochement des résidents et des frontaliers;
- si nous ne pouvons ou ne voulons pas garantir le plein emploi ;
- si nous ne sautons pas par-dessus notre ombre et n'étendons pas le droit de vote, voire le vote obligatoire, à tous les habitants de ce pays.

Chères, Chers Collègues,

Une démocratie forte a besoin d'une base stable, fondée sur une large cohésion sociale et une société progressiste, et ne peut se satisfaire d'une situation où seule une minorité déciderait bientôt de la composition de notre Chambre des députés.

Chères, Chers Collègues,

Un temps d'avance sur demain, c'est également pour le LCGB l'amélioration continue de nos services et prestations. Dans le cadre des déclarations d'impôts avec un nouveau logiciel performant. Avec des prestations plus nombreuses et de meilleure qualité, y compris dans le domaine privé.

Et enfin, chères, chers collègues, le LCGB lance aujourd'hui, en ce 1^{er} mai et ses 102 ans, son application « TonLCGB ». A partir d'aujourd'hui, tous les membres ont les services du LCGB dans leur poche. Ils peuvent désormais accéder aux services de leur syndicat par visio-consultation.



1er mai 2023
Discours du Président National du LCGB,
Patrick DURY
Embargo jusqu'au 1. Mee 2023 – 10h30
(la parole fait foi)

Notre devise est donc très concrète : **Un temps d'avance sur demain avec le LCGB !**

Vive les salariés qui travaillent au Luxembourg !

Vive le LCGB !

Merci de votre attention et une bonne journée ici à Remich.